

## Le journaliste Bob Rugurika n'entend pas baisser les bras

Deutsche Welle, 19.02.2015 Burundi : Rugurika est libre ! La justice lui reproche la diffusion, sur la Radio Publique Africaine, station privée dont il est le directeur, des aveux d'un homme qui se présente comme l'un des assassins de trois religieuses italiennes. Les trois femmes avaient été tuées en septembre dans le nord de la capitale Bujumbura. Dans ses aveux, l'homme mettait en cause de hauts responsables des services secrets burundais. La libération du journaliste a été saluée par des milliers de Burundais sortis pour l'accueillir. Quant à lui, Bob Rugurika, il n'entend pas baisser les bras :

"Je me sens fortifié parce que j'ai été une victime parmi des centaines de milliers de victimes aujourd'hui qui subissent des injustices. Les gens qui ont décliné de ma détermination se recrutent parmi les gens impliqués dans cet assassinat. Cela, je n'ai pas peur de le dire. Parce qu'on l'a démontré dans les informations que l'on a diffusées et on le démontrera encore à l'avenir. Ces gens ont pensé qu'en procédant à mon arrestation, à ma détermination prolongée, ils ont pensé qu'ils vont enterrer cette histoire, mais cela leur est revenu en pleine figure. Vous avez vu, le Vatican, le gouvernement italien, le Parlement européen n'étaient pas encore au courant. Peut-être que ces parlementaires n'avaient pas entendu cette série de reportages. Je vous dis qu'ils ne vont pas enterrer cette histoire, non cette affaire ne va pas être enterrée, elle va aboutir. On a l'obligation de faire aboutir cette enquête, on a l'obligation de faire sanctionner les auteurs de ce triple assassinat et cela le monde entier en est conscient. Ils vont payer cela." L'arrestation de Bob Rugurika avait déclenché de vives protestations contre le pouvoir burundais accusé de chercher à restreindre l'espace politique et museler les médias. Aujourd'hui, Léonidas Hatungimana, le porte parole du président Pierre Nkurunziza promet que la justice sera impartiale dans l'affaire ayant conduit à l'incarcération du journaliste. «Le président de la République ne peut pas s'ingérer directement dans le fonctionnement de la justice. Il conduit l'exécutif et son rôle au niveau de la justice est bien défini dans la constitution. Mais à ce sujet, il espère au moins que la justice va toujours travailler dans le progrès pour que justice soit faite sur le triple assassinat des trois soeurs italiennes qui ont été commises ici au Burundi. Il ne doit pas interférer, mais il doit s'assurer tout simplement que le corps de justice est en train de bien fonctionner pour trouver effectivement le coupable de cet assassinat ignoble.» Mais à l'approche des élections législatives, communales et présidentielle prévues en mai et juin, la tension semble grandir dans ce petit pays des Grands Lacs.